

CONFERENCE DE PRESSE DE
SON EXCELLENCE MGR PHILIPPE FANOKO KPODZRO,
ARCHEVEQUE EMERITE DE LOME, DOYEN DES EVEQUES DU TOGO,
ANCIEN PRESIDENT DE LA CONFERENCE NATIONALE SOUVERAINE,
ANCIEN PRESIDENT DU HAUT CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Mesdames et Messieurs, distinguées personnalités en vos rangs, qualités et grades respectifs, tout protocole respecté, Chers journalistes de la presse nationale qu'internationale, chers compatriotes,

Avant tout propos, et ne dérogeant pas à la règle, qu'il me soit permis en ce début d'année 2019 de souhaiter à la communauté Chrétienne catholique du Togo, et à l'ensemble du peuple togolais toute confession confondue, mes paternels vœux de paix pour le Togo, de paix pour chaque foyer, et de paix dans chacune de nos familles.

Le Pape François dans son message à l'occasion de la Journée Mondiale de la Paix en début de cette année 2019 a fait cette merveilleuse affirmation : « **la bonne politique est au service de la paix** » et citant L'Évangéliste Luc au Chapitre 10 versets 5 à 6, il poursuit en disant: lorsque Jésus envoyait en mission ses disciples, il leur recommandait ceci : « **Dans quelque maison que vous entreriez, dites d'abord : Que la paix soit sur cette maison ! Et s'il se trouve là un enfant de paix, votre paix reposera sur lui, sinon, elle reviendra vers vous.**

La maison qu'évoque Jésus, c'est chaque famille, chaque communauté humaine, chaque pays ; c'est chaque femme et chaque homme sans distinctions, ni discriminations.

La paix est semblable à l'Espérance qu'évoque Charles Péguy, elle est une fleur qui cherche à s'épanouir au milieu des pierres de la violence. » Oui, le Togo notre Cher pays souffre d'un déficit chronique de paix du cœur et de paix de l'esprit.

C'est la seule quête de la paix pour la cohésion et l'harmonie au sein de notre maison commune le TOGO qui doit être notre déclinatoire national.

S'agissant des faits de notre actualité et du débat national dont ces faits sont porteurs, en raison de la récurrence de la crispation politique qui agite notre pays, la CEDEAO proposa sa médiation qui, malheureusement, ne déboucha pas sur une résolution consensuelle de la tension politique.

Ainsi, le scrutin législatif programmé pour se tenir le 20 décembre 2018, fut maintenu, le pouvoir exécutif s'arc-boutant féticheusement sur la date du 20 décembre 2018, sans la participation de la coalition des quatorze formations

politiques issues de l'opposition, regroupées au sein de la C14 qui boycotta ledit scrutin législatif.

Sachant que des actes de violence desquels morts d'hommes s'ensuivirent, émaillèrent la campagne électorale.

Pour mémoire : Nul n'est sans savoir que le 11 décembre 2018, à la veille des élections législatives du 20 décembre 2018, j'exprimai en ces mêmes lieux, du haut de cette même tribune, les craintes d'une étendue frange de l'opinion publique nationale relativement aux risques éventuels d'embrassement du pays.

C'est en cette circonstance que j'avais lancé un appel solennel à l'ensemble de la classe politique l'invitant à la modération, au calme, et à s'abstenir de tout acte de violence. Au moins sur ce point, mon message fut donc entendu.

J'avais en la même circonstance, directement interpellé le Chef de l'État, l'exhortant à bien vouloir procéder à un report du scrutin législatif pour préserver la cohésion nationale et la paix sociale.

Cette exhortation publiquement exprimée, s'inscrivant au rang des préoccupations exprimées par toutes les confessions religieuses du Togo, par la société civile, ainsi que par des amis du Togo qui sans cesse exhortèrent le Gouvernement à entendre les appels de détresse ainsi lancés.

Or, en dépit de tous ces appels unanimes, les élections se tinrent. En l'état, nous ne pouvons que nous féliciter de ce qu'elles se soient déroulées sans effusion de sang, sans trop de dégâts en vie humaine, sans destruction du mobilier urbain, et de biens matériels privés.

Que Dieu soit loué et que la Vierge des 7 douleurs soit grandement bénie d'avoir exaucé nos prières et de nous avoir épargné des horreurs de la guerre civile, évitée de justesse (puisque tous les ingrédients étaient visiblement réunis).

La tenue du scrutin législatif du 20 décembre 2018 ne paraît pas de nature à solder la convulsion politique récurrente qui agite notre pays, dès lors que la représentation nationale qui en résulte ne saurait valablement prétendre refléter l'état de l'opinion publique nationale.

Car il serait à tout le moins illusoire de considérer que le souverain peuple en lutte pacifique pour sa libération, puisse envoyer à la Chambre Parlementaire, une majorité écrasante des députés affiliés à une gouvernance qui l'opprime, le confine dans l'indignité, la misère et semble n'avoir procédé ni aux renouvellements : de son discours, ni de sa pratique politique, ni de ses méthodes de gouvernance politique et économique.

Au demeurant, le taux de participation officiel au scrutin législatif, près de 60% nous dit-on, défie la réalité, témoigne de l'insincérité du scrutin, et des méthodes

déloyales observées pour parvenir à la composition de la Chambre Parlementaire telle qu'elle apparaît.

À y voir de près, les résultats de ce scrutin législatif posent questions, beaucoup de questions devant lesquelles on voudrait que les autorités religieuses restent muettes comme des chiens qui ne savent pas aboyer pour signaler des dangers...

Napoléon se plaignant des prêtres français de son temps, disait : « **quand ils sont de simples prêtres, ils sont aimables, dévoués et gentils comme des anges ; mais dès qu'ils deviennent évêques, ils changent complètement et on dirait qu'ils ont le diable dans le corps** ». Non Sire, c'est l'Esprit Saint reçu en plénitude dans le sacrement de l'ordre qui les éclaire et les transforme.

L'Eglise est de nature charitable, neutre et apolitique. Mais lorsqu'il est avéré que ceux qui incarnent le pouvoir oppriment le peuple des pauvres et des faibles, alors ses évêques sont tenus de prendre fait et cause pour ce peuple opprimé, réduit à la misère et dont les droits les plus élémentaires sont bafoués, comme l'a fait le Christ lui-même en faveur des pauvres contre les riches et les puissants de son époque.

Parfois l'Eglise se voit obligée de jouer en ce sens le rôle d'un arbitre officiant un match de football, et dont le devoir est de siffler des fautes et corners lorsqu'une des parties en jeu transgresse les règles de la compétition.

Ce qui ne signifie pas que l'arbitre soutient un camp contre l'autre, l'arbitre officiant n'a qu'une seule boussole : la stricte application des règles du jeu partagées par les équipes engagées dans la compétition. C'est là le rôle prophétique et régalien de l'Eglise, partant, de ses pasteurs : dénoncer le mal d'où qu'il vienne !

Ainsi donc, disons-nous, les élections législatives du 20 décembre 2018 posent un bon nombre de questions, à savoir ;

- 1- Comment se peut-il qu'un scrutin législatif boycotté par une frange significative du corps électoral, transcende l'arithmétique ainsi que les réalités politiques partisans pour atteindre un taux de participation national se hissant à près de 60% alors que dans le même temps et dans le même espace national, les formations politiques issues de l'opposition demeurent majoritaires dans le pays et sachant que le regroupement qui les porte a appelé au boycott ?
- 2- Comment se peut-il que des mouvements associatifs prétendent indépendants, procédant d'une création *ex nihilo* et dont la plupart restent inconnus du grand public puissent en un temps extrêmement restreint, convaincre les électrices et les électeurs et recueillir comme par

effet magique, un si grand nombre d'élus prétendument « indépendants » ?

- 3- À la faveur de l'honnêteté qui nous oblige, nous déclarons que dans l'histoire de la vie politique du Togo, c'est la première fois que des soi-disant "indépendants" dont nul n'ignore l'évidence de leur affiliation partisane, soient en si grand nombre, représentés à l'Assemblée nationale, qui plus est, totalisant un nombre plus élevé de députés que l'ensemble des partis politiques hormis le parti au pouvoir.
- 4- Comment apprécier du sérieux et de la crédibilité de ce scrutin législatif dont un faisceau d'indices concordants interroge relativement à son impartialité, à sa régularité et à sa sincérité ?
- 5- Comment expliquer que la CEDEAO, dont la mission d'observation électorale, en réalité une mission de figuration, s'est cantonnée uniquement dans la seule région maritime (semble-t-il), puisse venir délivrer sous le couvert d'une très improbable bonne foi, un satisfecit global relativement à ce scrutin législatif ?

En dépit des déclamations pérorées par des organisations sous régionales et continentales (somme toutes décevantes) — s'agissant d'une apocryphe régularité du scrutin législatif du 20 décembre 2018, le peuple souverain togolais dans son ensemble, a une autre lecture des résultats proclamés en ce qu'ils sont intrinsèquement très éloignés de la réalité.

En vérité, nous nous retrouvons en présence d'une Chambre Parlementaire quasi monocolore, et cela est un mauvais signal dans le grand projet national de recherche d'une solution consensuelle à la crispation politique qui plombe l'avenir de notre pays le Togo.

Je voudrais, à ce niveau de mon message, m'interroger sur la bonne foi de ceux qui animent la vie de ces institutions que l'on désigne sous le vocable de "communauté internationale" censées jouer le rôle de garant des droits des peuples et de l'homme, ainsi que des valeurs et principes moraux ?

En quoi peut-on reconnaître encore aujourd'hui la crédibilité des Nations-Unies et autres instances analogues y compris la CPI dont les piètres prestations défraient la chronique, de par le monde ?

Devrions-nous nous résoudre à croire définitivement que c'est une vérité de la Palice que de dire « **c'est les intérêts qui gouvernent le monde** » ?

Qu'il n'y a plus d'instances d'arbitrages supranationales dignes de ce nom et donc incorruptibles ?

Faut-il donc encore aujourd'hui nous résoudre, la mort dans l'âme, malgré les

grandes avancées réalisées en matière des droits humains et droits voisins que c'est plutôt Jean de la Fontaine qui a toujours raison quand il affirme dans l'une de ses fables que : « **la raison du plus fort est toujours la meilleure** » ?

Oh ! Où va le monde ? Comment comprendre que la communauté internationale, l'ONU, l'UE, l'UA, la CEDEAO ...et les grandes puissances planétaires refusent de dire le droit, la vérité, rien que la vérité et se cantonnent à leurs intérêts égoïstes au grand mépris du sort des populations surtout africaines ?

Pourquoi jouent-elles à ce vilain jeu de «deux poids deux mesures» dans la gestion des contentieux majoritairement électoraux qui ont cours un peu partout sur le continent noir et ailleurs dans les jeunes démocraties du monde ?

Que dire alors sur notre cas particulier où l'on observe une sorte de complicité séculière ayant pour objectif avoué de maintenir le peuple sous le joug dictatorial d'une seule famille, pour peu qu'ils aient les mains libres pour piller les richesses de notre pays.

Le mutisme des uns et les déclarations hâtives des autres dans le sens de la reconnaissance du caractère régulier du scrutin du 20 décembre 2018 en est la preuve palpable.

La formule classique cinglante la plus usitée, en la matière pour les plus diplomatiques étant : « nous prenons acte de la réélection de... ». Quelle impertinence !

Le vieux prélat moribond que je suis se permet d'élever, du haut de cette tribune, une vive protestation contre ces pratiques avilissantes dignes d'une époque révolue et donne un géant carton rouge à toutes les institutions qui se reconnaissent sous le vocable de "communauté internationale", coupables de pareils actes.

Je profite de la parenthèse pour saluer le rôle combien louable et admirable joué par la **CENCO** dans le processus électoral de la **RDC** qui a fortement contribué à la manifestation de la vérité et mis à nues les manœuvres macabres de la communauté internationale. Il s'agit là d'un bel exemple d'implication citoyenne positive du clergé dans la vie socio-politique de son pays en vue de la sauvegarde de la justice, de l'équité et de la vérité des urnes.

J'invite, par la même occasion, la **CET** à s'inspirer du modèle Congolais pour s'engager résolument dans la recherche de solutions hardies de sortie de crise de notre cher pays dont la plupart des électeurs, y compris ma propre personne, est sans carte électorale et ne pourra pas ainsi participer aux locales et à la présidentielle qui pointent, comme un rouleau compresseur, à l'horizon.

L'Eglise reste désormais le dernier et unique rempart crédible pour les populations en désarroi de nos pays qui espèrent, malgré tout, le jour de leur entrée solennelle à Canaan. Nous n'avons pas le droit de les décevoir. Le Seigneur notre Dieu nous en tiendra rigueur.

Il est grand temps que les élites africaines prennent conscience de cette injurieuse injustice et prennent leurs responsabilités à bras le corps pour remettre les choses à leurs bonnes et dues places. Il y va de l'avenir du continent et de chacun des pays qui le composent. Car, j'en ai la ferme conviction, l'Afrique de demain sera le prochain pôle de développement et d'attraction ou ne sera pas.

Le Pape François dans son message cité plus haut ajoute : « **la recherche du pouvoir à tout prix porte à des abus et à des injustices** » chez nous le scrutin législatif du 20 décembre 2018 en fut la preuve la plus tangible et la plus cinglante illustration.

Les formations politiques qui au mépris des conditions contestables dans lesquelles se déroulèrent la campagne électorale et le scrutin législatif, s'y sont néanmoins engagées, furent incontestablement et impitoyablement humiliées, y compris -l'Union des Forces du Changement- pourtant membre de la coalition gouvernementale.

Le visage constipé du gouvernement qui en est issu en dit long sur la ferme intention des gouvernants à ne concéder aucune ouverture et à tout conserver pour eux seuls. C'est bien dommage.

Manifestement, il apparaît que la gouvernance politique de notre pays n'a pas intégré en son *modus operandi* le principe de clairvoyance aux termes duquel la politique est un moyen fondamental tendant à la promotion de la citoyenneté, au bénéfice de la cause humaine.

Mais quand elle n'est pas perçue comme un service pour l'intérêt général et par destination au bénéfice de la collectivité nationale, elle peut devenir un instrument d'oppression, de marginalisation, et parfois de destruction.

Les caciques du régime au pouvoir, reconnus invétérés dans leurs mauvaises « habitudes de la maison », devenus hostiles aux conseils et instructions magistériels des Evêques et à toute forme cultuelle de libération spirituelle, tiennent en otage sous influence maléfique le Chef de l'Etat.

Ils tomberont tôt ou tard sous les coups terribles des châtiments divins. Plusieurs d'entre eux, certes, avoueront plus tard, avec le recul, en leur âme et conscience très lamentablement, comme ce misérable ministre anglais dont parle Shakespeare dans ses œuvres dramatiques : « **si j'avais servi mon Dieu avec la moitié du zèle que j'ai mis au service du Roi, lui mon Dieu, ne m'aurait pas abandonné tout nu, aujourd'hui, entre les mains de mes ennemis** ».

À présent que la formation politique au pouvoir concentre entre ses mains la totalité des moyens pour conduire les réformes attendues par le peuple togolais, il lui revient de mener les modifications constitutionnelles et institutionnelles de manière républicaine, car la majorité du peuple togolais aspire à une alternance pacifique, à très brève échéance.

J'interviens d'ores et déjà en conséquence sur ce point capital, en insistant sur la nécessité de rétablir l'article 59 de la constitution de 1992 dans sa version originelle tel que l'a voulu le constituant et tel que l'a disposé le peuple togolais à travers le référendum plébiscitaire du 27 septembre 1992 : « *Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. En aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats* ».

Cet article est le fruit, le produit fini des réflexions laborieuses d'éminents juristes et compatriotes togolais parfaitement au fait de nos réalités sociales, sociologiques, psychologiques et politiques qui se sont ainsi exprimées se fondant sur notre passé commun, pour construire les fondements de notre vivre ensemble et projeter la trajectoire de notre démocratie fondée sur des règles d'une alternance paisible loin de toute velléité de conservation du pouvoir au-delà du nombre de mandat constitutionnel requis.

C'est la clé de voûte de notre édifice démocratique nantie de surcroît de la bénédiction du père de la mémorable constitution de 1992.

C'est le fameux toilettage de cet article sacro-saint par une partie de la classe politique togolaise le 31 décembre 2002, qui a produit de véhémentes secousses jusqu'au tréfonds de notre démocratie et est source des innombrables fissures et fractures que nous cherchons aujourd'hui vainement à colmater, mobilisant tant d'énergies et occasionnant des préjudices insoupçonnés au destin collectif de la nation.

Donc, interdiction formelle et absolue de revenir sur cette question dans sa forme soi-disant toilettée ; J'insiste, je persiste et je signe.

L'occasion faisant le larron, je voudrais renouveler mon vif souhait que de notre merveilleux hymne national, source de mobilisation et de dynamique du vivre ensemble, soit enfin enlevée toute trace du spectre de la mort.

Pour avoir vécu récemment encore dans notre cher pays, une histoire si sanglante et mouvementée, notre préférence doit être résolument et pour toujours « **la vie** ». Au lieu de « vainquons ou mourrons, mais dans la dignité » proclamons désirer vaincre l'adversité à tout prix et vivre pour le service du bien commun au bénéfice de la nation.

Convaincus au plus profond de nous-même, que rien ne vaut la vie et que dans la dure bataille de la vie, l'engagement constant, l'effort et la détermination conduisent irrémédiablement à la victoire. C'est la foi qui produit le miracle, non le contraire. Chantons désormais : « **Vainquons et vivons tous dans la dignité** ». C'est la restitution et le pardon sublime du passé et l'engagement héroïque pour le bien commun, de la fraternité vitalement rachetés : désormais qu'aucun Togolais, plus jamais ne verse le sang d'une sœur, d'un frère Togolais ou d'un autre être humain.

Le Pape Benoit XVI rappelait que : « *tout Chrétien est appelé à vivre la charité selon sa vocation et ses possibilités d'influencer au service de la paix. L'engagement pour le bien commun, animé par la charité a une valeur supérieure à celle de l'engagement purement séculier et politique. Quand elle est inspirée et animée par la charité, l'action de l'homme contribue à l'édification de cette cité de Dieu universelle vers laquelle avance l'histoire de la famille humaine. C'est un programme dans lequel peuvent se retrouver tous les politiciens, de n'importe quelle appartenance culturelle ou religieuse, en pratiquant ces vertus humaines qui sous-tendent le bien agir politique : la justice, l'équité, le respect réciproque, la sincérité, la fidélité...*

Heureux le politicien qui a une haute idée et une profonde conscience de son rôle... Heureux le politicien dont la personne reflète la crédibilité... Heureux le politicien qui travaille pour le bien commun... et non pour son propre intérêt et qui sait écouter. »

Tel, avons-nous pensé, tel devrait être le faisceau des valeurs que devront s'approprier l'ensemble des leaders de l'opposition que les acteurs de la société civile ainsi que ceux de la diaspora n'ont de cesse de soutenir et d'encourager.

Malheureusement, depuis un certain temps, court à bas bruit, je n'en suis pas sûr et je ne veux pas y croire, qu'ils sont tous presque corrompus et vont recevoir de l'argent des mains de ceux qu'ils prétendent combattre. Ce serait bien dommage si cette allégation révèle une once de vérifié.

Bien souvent, les leaders de l'opposition mobilisent la population pour des objectifs dont ils n'ont pas la maîtrise des tenants et aboutissants...

Ils s'engagent dans des bras de fer avec le pouvoir en place sur des questions, certes, aux fondements pertinents, mais ne prévoient pas des plans alternatifs au cas où leurs objectifs ne seraient pas atteints.

La Preuve, les tergiversations observées dans leur rang depuis la proclamation des résultats du scrutin à ce jour pour manifester leur désaccord face à ce qu'il convient désormais d'appeler "hold-up électoral" qui reste indigeste dans l'estomac de la majorité écrasante des Togolais qui n'ont pas pu exercer leur droit légitime de vote.

Dans tous les cas, malgré tous leurs défauts et déficiences de tous genres, et contre vents et marées, la victoire est dans **« l'union fait la force » et dans l'intégrité morale. Dieu ne vient pas au secours des âmes corrompues.**
A bon entendeur, salut.

En raison des incessantes ferventes prières et des lourds sacrifices que le peuple des chrétiens s'impose, et de la mise en œuvre du rituel religieux destiné à neutraliser les entités sataniques qui dominent notre pays, notamment l'exorcisme, les anges tutélaires consubstantiels à la naissance de notre république fulminant contre les forces du mal et des ténèbres en coalition avec la puissance des mérites infinis des célébrations eucharistiques, Dieu a certainement suscité parmi nous le nouveau Moïse qui doit guider le Peuple Togolais qu'il conduit de sa main ferme.

C'est à cause de l'égoïsme insensé et rédhibitoire des leaders politiques divisés par la conquête du fauteuil présidentiel que chacun estime lui être prioritairement destiné que l'alternance tarde à se produire.

Chacun se dit effrontément : *« C'est moi seul qui le mérite, pas l'autre »*. C'est ce genre de posture résolument prétentieuse qu'affiche les leaders de la classe politique togolaise qui retarde l'avènement de l'élu que Jahvé a choisi pour le peuple dont il écoute les gémissements et les supplications.

Plus d'un demi-siècle après l'accession à la souveraineté internationale de notre pays, il est temps de réfléchir à un autre contrat social qui instaure la paix vraie et non la "paix contrainte" que nourrit la peur.

Mais une paix porteuse d'un vouloir vivre-ensemble au sein du fraternel creuset national, dans lequel chaque citoyenne et chaque citoyen apporte sa pierre à l'édifice national sans considération de classe, d'ethnie, et de religion.

C'est pourquoi, je voudrais m'adresser à ce peuple qui m'écoute en ce moment. Un adage populaire de chez nous dit ceci : *« Né ado toa , mé nouwo katan wo duna hafi adoa ké na o. C'est-à-dire : lorsqu'il y a famine, on n'est pas obligé de manger de tout et n'importe quoi avant la fin de la disette ou la survenue des beaux jours... »*

Il est à la fois malheureux et révoltant de constater que la duplicité est devenue monnaie courante, la norme qui détermine nos comportements, notre ADN dans notre pays en ce moment.

Plus de dignité ni la moindre retenue face à la tentation de l'argent. Ce virus atteint toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale de notre cité où le moindre service est monnayé contre des pots de vin.

Ce germe gangrène les activités économiques et sociales, freine l'essor des investissements productif destinés à la création d'emplois pour les jeunes

devenus vulnérables, sans repère, en perdition, alors qu'ils sont les piliers de l'avenir de la nation.

Au Togo, le ventre prédomine la raison, chez bon nombre de nos concitoyens, et paradoxalement même auprès des élites.

Sous prétexte des affres de la misère ambiante factuelle, il est courant de constater que beaucoup, pour quelques billets de banque, parfois de pièces d'argent (Kpono adin soit 150 F CFA dans le Vo par exemple), des concitoyens offrent leur suffrage à des acteurs politiques qu'ils déclarent pourtant publiquement indignes de leur confiance et source de leur malheur.

Qui ne sait pas qu'au Togo, dans le cadre des manifestations publiques les organisateurs procèdent à l'achat des consciences pour grossir les rangs de leurs militants?

Qui ne sait pas que la plupart de ceux qui participent aux manifestations de l'opposition, en scandant à tue-tête : « **Wo mu nami gao, mian towoé va** » **ce qui veut dire « on ne nous a pas payé, nous sommes là de notre propre chef »** faisant ainsi allusion à ceux du camp adverse (de la mouvance présidentielle) qui sont mobilisés à coup de millions ; sont les mêmes qui ont crié hier ou même à l'instant « **à bas le président** », « **Faure démission** », qui se retrouvent dans les rangs des militants de cette même mouvance présidentielle avec, cette fois-ci, un slogan diamétralement opposé : « **Faure, miabé Président, miabé Président** », et l'instant d'après vous les retrouver dans des bagarres ahurissantes pour le partage du pactole remis à titre de récompense ? C'est là où le bât blesse. Quelle ignominie ?

Ooooooh ! Togoviwo, non, arrêtons ces pratiques avilissantes qui nous chosifient, nous enfoncent davantage dans la boue et ne nous garantissent aucun changement dans la gouvernance de notre pays.

Car, ceux que vous prétendez combattre savent que pour un peu d'argent vous êtes achetables comme de vulgaires marchandises.

Qui ne sait pas qu'au Togo, il n'y a plus de dignitaires intègres, plus de sages ni d'anciens incorruptibles qui faisaient la fierté de notre cher continent, l'Afrique, lorsqu'il s'agit de trancher les litiges les plus délicats, quelle que soit le rang social des protagonistes ?

Avons-nous encore sur la Terre de nos Aïeux de dignes autorités traditionnelles, voire même religieuses, censées être de véritables garants de nos us et coutumes, des valeurs morales, capables de s'affranchir de toute contingence pour dire la vérité quoiqu'il en coûte, de s'y accrocher contre tout et envers tout et de la faire triompher ?

Avons-nous au Togo des Chefs traditionnels comparables au Moro Naba du BURKINA FASO ? À l'**Ashante Hene** du royaume de **KUMASSI** au

GHANA ? Qui ne trahissent pas la confiance de leur population pour des intérêts immanents et grossièrement matériels ? Qu'est donc devenu le Togo dans le concert des Nations Africaines ?

A l'orée de cette nouvelle année, j'en appelle à la conscience de tous les Togolais pour un changement radical et responsable de comportement en vue d'un redressement moral digne de notre cher pays.

Comme nous l'enseigne le Christ : « *que votre langage soit oui ! Oui ! Et non ! Non ! Ce qu'on dit de plus vient du mauvais* » (Mathieu 5 verset 37). On ne peut pas être pour et contre une chose à la fois. Il est temps que nous prenions nos distances vis-à-vis de tout ce que nous considérons comme inacceptable.

Je demande instamment aux parents de prendre à bras le corps le devoir d'éducation de leurs enfants dans le vrai sens de la dignité humaine, d'une hygiène de vie morale, de l'attachement à la proclamation de la vérité en tout temps et en tout lieu et le sens de l'honneur non négociable quel que soit le prix.

N'oublions pas que l'homme politique et les gouvernants, sont issus d'une cellule familiale, et c'est donc au sein de la cellule familiale que l'éducation pour le respect du bien commun et de l'intérêt collectif doit être donnée en vue de l'éclosion future d'une classe sociale et politique porteuse des germes d'espoir pour un mieux-être de toutes les filles et fils de notre cher pays le Togo.

Un proverbe africain de bonne référence dit : « *Un vieillard assis voit plus loin qu'un jeune debout* ». De mon siège donc, je vois poindre à l'horizon le danger inhérent à l'inégale répartition des postes de responsabilité dans l'administration nationale.

Le Togo est "UN" et indivisible. Aucun peuple, aucune ethnie, aucune communauté issue de ce rectangle étiré nommé le Togo n'est supérieur à l'autre.

Il est indigestible, voire inadmissible que l'administration Togolaise soit envahie par certaines ethnies, plus grave par un clan au détriment des autres qui n'ont droit qu'à la portion congrue obtenue grâce à des actes d'allégeance dégradants (après avoir rampé à même le sol comme des reptiles) aux pieds des premiers.

Cette situation révoltante qui discrimine les filles et les fils de la république, qui perdure et que personne ne prend le risque de dénoncer (si ce n'est tout bas dans le secret des antichambres) n'augure pas un vivre ensemble pacifique durable aux peuples et ethnies cohabitant sur la Terre de nos Aïeux.

ELLE COUVE UN VRAI TOUNAMI QUI RISQUE A TOUT MOMENT DE DEVASTER TOUT SUR SON PASSAGE.

C'est pourquoi, il est important et plus qu'impérieux que, pour une question de justice sociale ainsi que de préservation de la paix à moyen et long terme, que ceux qui ont en charge la gestion de la destinée du pays veillent à ce qu'une juste redistribution des postes de responsabilité et des ressources de ce pays soit envisagée aux agendas des actions urgentes à entreprendre pour endiguer les sentiments de frustration et créer les conditions d'un retour de la confiance mutuelle, indispensable pour le vivre ensemble, base d'un développement durable sensible dans toutes les nervures de notre nation en construction.

Dans le même ordre d'idée, la question de l'armée est tout autant sensible, prend à la gorge et étouffe tout Togolais et tout observateur avisé des réalités de la vie socio-politique de notre pays...

Il n'est pas bon, ni sécurisant pour un peuple qui aspire profondément à la démocratie, que son armée soit clanique ou tout au plus ethnique et au service d'une seule famille... Pour être une armée républicaine, elle devrait se mettre au service du peuple tout entier et non se muer en un bras protecteur des intérêts d'un clan.

A mon humble avis, il serait plus juste et rassurant pour tous que dans la poursuite de l'initiative de la refondation des **Forces Armées Togolaises (FAT)** telle qu'entreprise par le Chef de l'Etat, que la dimension d'un recrutement sur une base ethnique équilibrée à proportion de l'ensemble des mosaïques constitutives de notre peuple soit sérieusement pris en compte pour une stabilité interne sécurisante digne et caractéristique d'une armée républicaine. Cette nouvelle manière de faire doit être étendue aussi bien à la police, la gendarmerie, les représentations diplomatiques du pays à l'extérieur qu'à toutes les sociétés d'Etat et paraétatiques de notre pays.

Le vieil octogénaire prélat que je suis, n'a pas d'autres soucis que le mieux-être de tous ses enfants. C'est pourquoi, à mon âge, il serait inconcevable que percevant le danger à l'horizon, le mal et l'injustice qui prennent racine au cœur de la société togolaise, je me taise ou que je dise surnoisement le contraire de ce qui est, pour plaire à qui que ce soit. Le Seigneur notre Dieu m'en tiendrait rigueur quand je comparaitrai devant son tribunal de miséricorde et de justice.

Il est grand temps aussi que soit mis un terme aux souffrances qui assaillent tous les profils du corps social togolais.

Nombreux sont nos compatriotes qui ne consomment pas deux repas par jour. Nombreux sont nos compatriotes qui éprouvent les plus grandes difficultés à se faire soigner et à se procurer des médicaments.

Nombreux sont nos enfants qui ont péniblement accès à une éducation de qualité, à une table-banc, à un livre de lecture et même à un cahier. Certes, des efforts ont été faits, l'éducation a été même rendue gratuite au niveau primaire, c'est encourageant, mais les cotisations parallèles fantaisistes instituées de part et d'autre dépassent de loin les frais scolaires abolis.

Sur ce chapitre, il y a lieu de prendre en compte la situation inquiétante des enseignants volontaires en activité sur l'ensemble du territoire national dont les conditions de vie et de travail sont déplorables et les intégrer dans la fonction publique tout simplement en fonction de leur ancienneté et de l'efficacité de leur mission pédagogique et de transmission du savoir aux jeunes apprenants.

Nombreux sont les Togolais qui croupissent dans des conditions abjectes dans les prisons de notre pays pour des infractions parfois douteuses sans avoir droit à un jugement respectueux de leurs droits les plus élémentaires.

Qu'il me soit ici permis de lancer un vibrant appel paternel au Chef de l'Etat en faveur de son frère consanguin, Monsieur Kpatcha GNASSINGBE et ses camarades d'infortune qui auront connu au mois d'avril prochain une décennie de vie carcérale.

Je plaide aussi pour la libération du jeune Folly SATCHIVI du « **Mouvement en Aucun Cas** » condamné il y a une semaine pour 36 mois de peine d'emprisonnement avec douze (12) mois de sûreté pour avoir eu l'intention de lancer des appels pour une mobilisation des jeunes contre le régime en place, et bien d'autres anonymes inconnus.

Mon cher fils, Monsieur le Président, n'oublie pas qu'un jour il te sera demandé, à la suite de Caïen, après le meurtre d'Abel : « Faure, qu'as-tu fait de ton frère ? » (Genèse 4 verset 9 à 10). Use de ton pouvoir discrétionnaire (la grâce présidentielle) pour libérer ton frère Kpatcha, Satchivi et les autres prisonniers politiques de notre pays.

Certes, mon fils, tu viens de libérer des centaines de prisonniers de droits communs, nous t'en savons gré, mais, ne fais pas comme Ponce Pilate qui a libéré Barabbas le forçat, le criminel le plus dangereux de tous les temps à la place de JESUS-CHRIST, l'innocent, le MESSIE.

Allons-y, accorde leur la grâce présidentielle tu t'en sortiras grandi, auréolé de félicité et d'estime. Je t'en conjure.

Nombreux sont nos compatriotes qui vivent à l'écart de tout !

Nombreux sont nos compatriotes qui perçoivent leur décrochage économique, ils perçoivent leur déclassement social, et ont parfaitement conscience de leur éloignement du moindre bénéfice des fruits du travail collectif.

Enfin, s'agissant de la communication politique quasi mutique de celui qui depuis 2005, incarne la Nation togolaise, je terminerai mon propos en interpellant une fois encore le Chef de l'État, lui rappelant que l'avenir de la Nation togolaise est entre ses mains et qu'en l'espèce, il devra agir pour préserver la paix, la paix et encore la paix ; l'unité nationale, l'unité nationale,

l'unité nationale 3 fois et les principes républicains et moraux au bénéfice de notre démocratie en construction et encore si fragile.

Enfin dit-on : « si jeunesse savait et si vieillesse pouvait », les vieux ont toujours beaucoup de choses à dire ! Mais je voudrais seulement, pour terminer définitivement mon propos, lever l'équivoque sur les idées que certains pourraient me prêter ou me prêtent déjà sur la base de mes interventions relatives à l'actualité politique de notre pays.

En effet, il m'est revenu plus d'une fois que certains journalistes de la place, voire quelques personnalités politiques proches du pouvoir, me collent l'étiquette d'opposant et vont jusqu'à affirmer que je serais contre la personne du Chef de l'Etat...

IL y en a qui vont plus loin dans la surenchère, à l'exemple de mon fils BAWARA, me taxant de fauteurs de trouble et bien d'autres grossièretés que la pudeur m'interdit de répéter face à cette auguste assemblée, je voudrais rappeler qu'aucun enfant bien éduqué ne saurait dire à l'endroit de son propre père ou de toute personne âgée, qui plus est un prélat, donc une personnalité morale et religieuse de telles stupidités. Un responsable politique doit être astreint à la retenue, et à la délicatesse. (Cela s'enseigne dans les facultés de sciences politiques).

O ! Boboboboéeeehhh !!! A mon âge et eu égard à mes charges, Archevêque Emérite... Quel intérêt aurais-je, à la fin de mon parcours terrestre si proche, au moment où je m'apprête à répondre devant mon créateur, de ce que j'ai fait de ses brebis à moi confiées ?

Quel intérêt aurais-je à semer le trouble dans les troupeaux confiés à mon humble personne, par pure grâce, au moment où le grand maître s'apprête à m'en demander des comptes ?

Pourquoi sèmerais-je des troubles dans mon pays à l'heure où le grand bilan m'attends devant le grand tribunal des cieux où les dessous de tables, les "taméas", les manœuvres de tout genre ne passent pas ?

Mais, voyons, quel profit censé pourrais-je tirer de la prévalence d'une situation chaotique dans mon pays ? Pourquoi devrais-je en vouloir à Faure, notre Chef d'Etat ? Qui est pour moi, mon très cher fils, à plusieurs égards... Sinon de vivre et de réaliser par lui-même **"qu'il est plus sage de quitter les choses avant qu'elles ne vous quittent"** (comme le dit l'adage).

Je voudrais dire aux Togolais, qui me suivent en ce moment, prenant à témoins la voix divine de ma conscience, que je n'ai aucune raison censée d'en vouloir ni au Chef de l'Etat, ni à quelque responsable politique intervenant à un niveau quelconque dans notre pays. (Même pas à BAWARA qui ignore qu'on ne méprise pas impunément une quelconque personne âgée, fut-elle la dernière

des scélérats et plus grave encore, une autorité religieuse de quelque obédience que ce soit).

En ce qui me concerne, à l'exemple du Grand Maître, le Christ notre Seigneur, alors qu'il venait d'être crucifié sur la croix et qu'il subissait les méprisables railleries d'un des larrons condamnés à subir le même sort que lui, humblement, j'élève ma voix vers le Seigneur en disant : « **Seigneur, pardonne lui, pardonne leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font** » (Luc 23 verset 39).

Mon rôle est celui d'un père, d'un patriarche qui sentant sa mort prochaine entend raisonner du plus profond de sa conscience comme une injonction irrésistible le devoir de faire le ménage dans sa maison, avant de s'en aller.

Devrait-on devenir ennemi de ses propres enfants et petits fils lorsqu'on leur indique la voie de l'honneur, le sens de la dignité, de la responsabilité, le respect de la personne humaine, de sa vie, de ses droits et du bien commun ?

Un père n'a-t-il pas le droit, mieux le devoir de dire la vérité à ses enfants quel que soit leur rang social, titre ou responsabilité? Qu'est-ce donc l'utilité d'un vieillard au sein d'une communauté, s'il ne peut dire la vérité ? A quoi donc servirait le sel s'il venait à perdre sa saveur ? (Mathieu 5 verset 13).

Mon devoir, à moi, est d'essayer de dire en des termes assez pauvres, à la suite de mon maître incomparable JESUS-CHRIST à mes petits-enfants : « Aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés » (Jean, 15 verset 12).

Je voudrais terminer définitivement mes propos en vous invitant à la méditation de l'hymne à l'amour, au chapitre 13 de la 1^{ère} Epître de Saint Paul aux Corinthiens :

1. Quand je parlerais les langues des hommes et des anges, si je n'ai pas l'amour, je suis un airain qui résonne, ou une cymbale qui retentit.
2. Et quand j'aurais le don de prophétie, la science de tous les mystères et toute la connaissance, quand j'aurais même toute la foi jusqu'à transporter des montagnes, si je n'ai pas l'amour, je ne suis rien.
3. Et quand je distribuerais tous mes biens pour la nourriture des pauvres, quand je livrerais même mon corps pour être brûlé, si je n'ai pas l'amour, cela ne me sert de rien.
4. L'amour est patient, il est plein de bonté; l'amour n'est point envieux; l'amour ne se vante point, il ne s'enfle point d'orgueil,
5. Il ne fait rien de malhonnête, il ne cherche point son intérêt, il ne s'irrite point, il ne soupçonne point le mal,

6. Il ne se réjouit point de l'injustice, mais il se réjouit de la vérité;
7. Il excuse tout, il croit tout, il espère tout, il supporte tout.
8. L'amour ne périt jamais. Les prophéties prendront fin, les langues cesseront, la connaissance disparaîtra.
9. Car nous connaissons en partie, et nous prophétisons en partie,
10. mais quand ce qui est parfait sera venu, ce qui est partiel disparaîtra.
11. Lorsque j'étais enfant, je parlais comme un enfant, je pensais comme un enfant, je raisonnais comme un enfant; lorsque je suis devenu homme, j'ai fait disparaître ce qui était de l'enfant.
12. Aujourd'hui nous voyons au moyen d'un miroir, d'une manière obscure, mais alors nous verrons face à face; aujourd'hui je connais en partie, mais alors je connaîtrai comme j'ai été connu.
13. Maintenant donc ces trois choses demeurent: la foi, l'espérance, l'amour; mais la plus grande de ces choses, c'est l'amour.

Oh ! Mon Dieu, accorde moi la grâce de ton serviteur SIMEON à qui tu as donné la faveur de voir de ses yeux le MESSIE, avant de le rappeler à toi. Je t'en supplie, permets moi de voir de mes propres yeux l'Alternance au Togo, avant de me retirer définitivement le souffle. Tel est mon vœu le plus cher, Seigneur.

Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

AMEN

Fait à Lomé le : Mardi 29 Janvier 2019

**MGR PHILIPPE FANOKO KPODZRO,
ARCHEVEQUE EMERITE DE LOME,
DOYEN DES EVEQUES DU TOGO,
ANCIEN PRESIDENT DE LA C. N. S.,
ANCIEN PRESIDENT DU H. C. R.**

L'Archevêque Emérite de Lomé



S.E. Mgr Philippe Fanoko KPODZRO